Procedure file

Informations de base

RSP - Résolutions d'actualité	2017/2651(RSP)	Procédure terminée
Résolution sur la situation au Venezuela Sujet 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux Zone géographique Venezuela		

Acteurs principaux

Parlement européen	

Evénements clés

05/04/2017	Débat en plénière		
27/04/2017	Résultat du vote au parlement		
27/04/2017	Décision du Parlement	T8-0200/2017	Résumé
27/04/2017	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques

Référence de procédure	2017/2651(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Résolution sur déclaration
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 132-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Proposition de résolution		B8-0270/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0271/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0272/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0274/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0275/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0276/2017	26/04/2017	EP	
Proposition de résolution		B8-0277/2017	26/04/2017	EP	

Proposition de résolution commune		RC-B8-0270/2017	26/04/2017		
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T8-0200/2017	27/04/2017	EP	Résumé

Résolution sur la situation au Venezuela

Le Parlement européen a adopté par 450 voix pour, 35 contre et 100 abstentions, une résolution sur la situation au Venezuela.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, ECR et ALDE.

Préoccupé par la grave détérioration de la situation au regard de la démocratie, des droits de lhomme et du contexte socio-économique au Venezuela, le Parlement a condamné la répression brutale des manifestations pacifiques par les forces de sécurité vénézuéliennes et les groupes armés irréguliers à la suite de laquelle plus de 20 personnes ont trouvé la mort tandis que de nombreuses autres ont été blessées ou arrêtées.

Les députés ont dénoncé les actes de violation constitutionnelle qui perdurent au Venezuela ainsi que labsence de séparation des pouvoirs et dindépendance des différentes branches de lexécutif. Ils ont rejeté en particulier les décisions rendues par la Cour suprême du Venezuela en vue de suspendre les pouvoirs de lAssemblée nationale, y voyant un acte fondamentalement antidémocratique.

Le gouvernement vénézuélien a été appelé à:

- garantir la libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques, condition préalable pour trouver une solution pacifique durable au Venezuela;
- garantir le droit constitutionnel à la liberté de réunion pacifique et assurer la sécurité et le libre exercice de leurs droits à tous les citoyens;
- préserver la séparation et lindépendance des pouvoirs et rétablir pleinement lautorité constitutionnelle de lAssemblée nationale;
- respecter la constitution et à présenter un calendrier électoral permettant de mettre en place un processus électoral libre et transparent;
- autoriser lacheminement de laide humanitaire dans le pays et à autoriser laccès aux organisations internationales qui souhaitent aider les secteurs les plus touchés de la société.

Saluant la volonté exprimée par de nombreux pays de la région dapporter leur appui à un processus de médiation, le Parlement a demandé à la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère d'examiner avec les organisations internationales et régionales d'autres mesures qui permettraient à l'UE de restaurer la pleine démocratie au Venezuela.

Enfin, les députés ont réclamé lenvoi dune délégation du Parlement européen au Venezuela et louverture dun dialogue avec toutes les parties au conflit.